

## ANALYSE

### La « réforme » Sarkozy, c'est la baisse des pensions

Les Échos de mardi publiaient un point de vue de Charles Beigbeder sous le titre : « Les retraités doivent prendre leur part de la rigueur ». Le papier ne mériterait pas tant d'attention si son auteur ne l'avait signé en tant que secrétaire national de l'UMP et vice-président de Fondapol, la fondation du parti du président. Ce qu'il propose : geler les pensions de retraite à leur (bas) niveau actuel. Celles, du moins, supérieures à 1 000 euros. C'est-à-dire une diminution générale du pouvoir d'achat des pensions. Nicolas Sarkozy s'était solennellement engagé le 12 juillet 2010 : « Je dis aux 15 millions de retraités qu'on ne touchera pas à leur pension de retraite. » Les syndicats avaient démontré que sa « réforme », en reculant l'âge de départ, aboutissait de fait à diminuer les pensions des futurs retraités. L'UMP annonce aujourd'hui que ce sont les pensions des actuels retraités qui sont dans le collimateur. Quelles justifications avance le secrétaire national de l'UMP ? « Revenir sur cette indexation n'est pas iconoclaste puisque certains de nos voisins l'ont déjà appliquée. » Il rappelle qu'en Italie, la ministre des Affaires sociales, Elsa Fornero, a proposé, les yeux emplis de larmes, « l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, le calcul du montant des pensions sur la base de l'ensemble des salaires et le gel de l'augmentation des retraites ». « Si les deux premiers points ont été à l'affiche de la réforme de 2010 en France, le gel des retraites n'a jamais été abordé », regrette-t-il. D'autant plus que, prétend-il, ce n'est que depuis la réforme Balladur de 1993 que le montant des pensions est indexé sur les prix. En oubliant de préciser qu'auparavant, ce montant était indexé sur les salaires et que l'indexation sur les prix a déjà contribué à une diminution du pouvoir d'achat des pensions. « Il ne s'agit pas de toucher au cœur de la pension, répète Charles Beigbeder, mais bien de ne pas l'augmenter automatiquement d'un coup de baguette magique chaque 1<sup>er</sup> avril. » Selon lui, désindexer les retraites au-delà de 1 000 euros mensuels rapporterait environ 13,5 milliards d'euros par an. Et il ose avancer qu'il y a « des marges de manœuvre importantes pour mieux gérer nos retraites sans pénaliser les plus démunis ».

Dans la logique de la « réforme » de Sarkozy, celle dictée par les financiers, il y aura toujours des économies à faire et elles se feront toujours sur le dos des salariés et des retraités. Posons la question de civilisation : doit-on consacrer une part des richesses qui existent à permettre que les hommes et les femmes puissent vivre leur vie, dont la durée augmente, jusqu'au bout, dignement et confortablement ? L'élection présidentielle est un moment de ce choix qui devrait être un débat gauche-droite. Bien plus passionnant et utile que des petites jongleries où l'on dissimule sous des formules habiles des renoncements bien réels.

OLIVIER MAYER